

Mathieu Dubois et Renaud Meltz (dir.)

De part et d'autre du Danube

L'Allemagne, l'Autriche et les Balkans
de 1815 à nos jours

Mélanges en l'honneur
du professeur Jean-Paul Bled

ISBN de ce PDF :
979-10-231-0872-9



ISBN des tirés à part :

| | |
|--|--------------------------|
| CRM72 · De part et d'autre du Danube (PDF complet) | 979-10-231-0865-1 |
| CRM72 · Introduction. Jean-Paul Bled, historien des Mondes germaniques en Sorbonne · Rainer Hudemann | 979-10-231-2674-7 |
| CRM72 · I.1 L'idée slave et les Croates au XIX ^e siècle · Edi Miloš | 979-10-231-0866-8 |
| CRM72 · I.1 Un grand acteur oublié de la scène autrichienne : le comte Anton von Prokesch-Osten · André Reszler | 979-10-231-0867-5 |
| CRM72 · I.1 La Bosnie-Herzégovine entre l'Autriche et la Hongrie (1878-1914) · Philippe Gelez | 979-10-231-0868-2 |
| CRM72 · I.1 L'action politique de l'Autriche-Hongrie chez les Albanais dans le <i>Vilayet</i> du Kosovo (Une analyse française de 1902) · Dušan T. Bataković | 979-10-231-0869-9 |
| CRM72 · I.1 Les officiers-conjurés serbes : 1903-1914. Programme et convictions politiques · Vojislav Pavlović | 979-10-231-0870-5 |
| CRM72 · I.1 Montenegro and the Central Powers 1915-16 · Lothar Höbelt | 979-10-231-0871-2 |
| CRM72 · I.2 Influences diplomatiques, cultures et mémoire dans un espace en recomposition au XX ^e siècle · Jean-Noël Grandhomme | 979-10-231-0872-9 |
| CRM72 · I.2 Les répertoires français, allemand et autrichien sur les grandes scènes roumaines. Le cosmopolitisme d'une culture nationale (1919-1940) · Georgiana Medrea | 979-10-231-0873-6 |
| CRM72 · I.2 Aspects de la Résistance française en Roumanie après 1940. Diplomates, enseignants et écrivains · Ana-Maria Stan | 979-10-231-0874-3 |
| CRM72 · I.2 François-Joseph en Hongrie : un lieu de mémoire ? · Catherine Horel | 979-10-231-0875-0 |
| CRM72 · II.1 Naissance de la germanophobie française ? L'opinion publique et la crise de 1840 · Renaud Meltz | 979-10-231-0876-7 |
| CRM72 · II.1 Bismarck et l'Europe. De la mission Alvensleben à la mission Radowitz · Stéphanie Burgaud | 979-10-231-0877-4 |
| CRM72 · II.2 Un génie de la prévision : Jacques Bainville dans <i>Les Conséquences politiques de la paix</i> · Zoltan Bécsi | 979-10-231-0878-1 |
| CRM72 · II.2 L'Allemagne de Martin Heidegger, ou le patriotisme d'un philosophe apolitique (1889-1933) · Guillaume Payen | 979-10-231-0879-8 |
| CRM72 · II.2 Du poids de l'intérêt matériel dans l'adhésion au nazisme. Réflexions autour des thèses de Götz Aly, à travers le cas de la politique d'aide sociale de la SS · David Gallo | 979-10-231-0880-4 |
| CRM72 · II.2 Julius Berger (1862-1943) : un entrepreneur allemand et la France · Dominique Barjot | 979-10-231-0881-1 |
| CRM72 · II.3 La RFA et les premières communautés européennes · Christophe Réveillard | 979-10-231-0882-8 |
| CRM72 · II.3 L'Allemagne et de Gaulle : l'approche de Willy Brandt · Benedikt Schoenborn | 979-10-231-0883-5 |
| CRM72 · II.3 Les partis politiques au défi de « 68 » en RFA et en France · Mathieu Dubois | 979-10-231-0884-2 |
| CRM72 · Entretien avec Jean-Paul Bled | 979-10-231-0885-9 |
| CRM72 · Portrait de Jean-Paul Bled · par Emmanuel Leroy Ladurie | 979-10-231-2675-4 |
| CRM72 · Bibliographie de Jean-Paul Bled | 979-10-231-2676-1 |

DE PART ET D'AUTRE DU DANUBE

collection dirigée par Dominique Barjot & Lucien Bély

Dernières parutions

- Introduction aux discours coloniaux*
Norbert Dodille
- « *C'est moy que je peins* ». *Figures de soi à l'automne de la Renaissance*
Marie-Clarté Lagrée
- Des saints d'État ? Politique et sainteté au temps du concile de Trente*
Florence Buttay
& Axelle Guillausseau (dir.)
- Représenter le Roi ou la Nation ? Les parlementaires dans la diplomatie anglaise*
Stéphane Jettot
- L'Union du Trône et de l'Autel ? Politique et religion sous la Restauration*
Mathieu Brejon de Lavergnée
& Olivier Tort (dir.)
- Pierre Chaunu, historien*
Jean-Pierre Bardet, Denis Crouzet et Annie Molinié-Bertrand (dir.)
- Les Frères d'Eichtal. Gustave, saint-simonien et Adolphe, financier pionnier des chemins de fer*
Hervé Le Bret
- L'Entreprise et sa mémoire. Mélanges en l'honneur de Maurice Hamon*
Didier Bondue (dir.)
- La Faveur et la Gloire. Le maréchal de Bassompierre mémorialiste (1579-1646)*
Mathieu Lemoine
- Chrétiens et Ottomans de Malte et d'ailleurs*
Alain Blondy
- Le Corps des esclaves de l'île Bourbon. Histoire d'une conquête*
Prosper Ève
- Les Maîtres du comptoir : Desgrand père & fils. Réseaux du négoce et révolutions commerciales (1720-1878)*
Jean-François Klein
- Frontières religieuses dans le monde moderne*
Francisco Bethencourt
& Denis Crouzet (dir.)
- La Politique de l'histoire en Italie. Arts et pratiques du réemploi (xive-xiive siècle)*
Caroline Callard, Élisabeth Crouzet-Pavan & Alain Tallon (dir.)
- Les Habsbourg et l'argent. De la Renaissance aux Lumières*
Jean Bérenger
- Cités humanistes, cités politiques (1400-1600)*
Denis Crouzet, Élisabeth Crouzet-Pavan & Philippe Desan (dir.)
- Histoire du multilatéralisme. L'utopie du siècle américain de 1918 à nos jours*
Régine Perron
- Aluminium. Du métal de luxe au métal de masse (xixe-xxie siècle)*
From precious metal to mass commodity (19th-21st century)
Dominique Barjot
& Marco Bertilorenzi (dir.)
- Les Stratégies de l'échec. Enquêtes sur l'action politique à l'époque moderne*
Marie Barral-Baron, Marie-Clarté Lagrée & Mathieu Lemoine (dir.)
- Partager le monde. Rivalités impériales franco-anglaises (1748-1756)*
François Ternat

Mathieu Dubois & Renaud Meltz (dir.)

De part et d'autre du Danube

L'Allemagne, l'Autriche et les Balkans,
de 1815 à nos jours

Mélanges en l'honneur du professeur Jean-Paul Bled



Ouvrage publié avec le concours de l'UMR 8596 Centre Roland Mousnier,
et du Conseil scientifique de l'université Paris-Sorbonne

Les PUPS, désormais SUP, sont un service général
de la faculté des Lettres de Sorbonne Université

© Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2015
ISBN de l'édition papier : 978-2-84050-997-4

Mise en page : Emmanuel Marc DUBOIS, Issigeac
d'après le graphisme de Patrick VAN DIEREN

Version numériques et tirés-à-part :
© Sorbonne Université Presses, 2022
Adaptation numérique : Emmanuel Marc Dubois/3d2s

SUP

Maison de la Recherche
Sorbonne Université
28, rue Serpente
75006 Paris

sup@sorbonne-universite.fr

sup.sorbonne-universite.fr

PREMIÈRE PARTIE

**Le Viennois :
de l'Autriche des Habsbourg
aux Balkans des nations**

Influences diplomatiques,
cultures et mémoire dans un espace
en recomposition au xx^e siècle

LE GÉNÉRAL PAUL VENEL (1864-1920) ET LE RÔLE DE LA FRANCE DANS LE RATTACHEMENT DU MONTÉNÉGRO AU ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES

Jean-Noël Grandhomme

La plupart des ouvrages français sur la Yougoslavie évoquent en une ou deux lignes seulement le rattachement du Monténégro au royaume des Serbes, Croates et Slovènes (RSCS), ainsi Marcel de Vos, « ancien professeur et agent consulaire de France à Bitolj [Monastir – Bitola] », qui se contente de rappeler sans aucun commentaire que « le 26 novembre [1918] le conseil national de Podgoritza dépose le vieux roi Nicolas I^{er} Petrovitch Njegoch et sa dynastie et s'unit à son tour à la Serbie »¹. Présentée comme une conséquence de l'expression démocratique des Monténégrins, l'Union du petit État avec le RSCS semble aller de soi sous la plume des historiens français, qui, souvent, ne mentionnent même pas les troubles qui l'ont accompagnée. De même, l'implication décisive de la France dans cette affaire n'a guère fait l'objet d'études, sauf à la marge, comme dans le mémoire de maîtrise de Guillaume Balavoine en 1994².

La France a pourtant joué un rôle capital dans ce rattachement. Sous les ordres du général Franchet d'Espèrey, commandant des armées alliées en Orient, qui reçoit ses instructions de la part du pouvoir politique, en l'occurrence du président du Conseil, ministre de la Guerre, Georges Clemenceau, un homme est le « facilitateur » de ce processus : le général Paul Venel.

Après avoir présenté les grandes étapes de l'histoire monténégrine depuis les guerres balkaniques, nous nous intéresserons à la fin – durable, bien que non définitive – de l'existence d'un Monténégro libre en 1918 et à la politique de la France dans la région. La situation est alors en effet paradoxale car, comme le fait remarquer l'historienne Elizabeth Roberts, « le Monténégro était devenu la première nation qui était entrée dans la Grande Guerre aux côtés des Alliés victorieux et la termina sans que son indépendance fût restaurée³ ». Dans

1 Michel de Vos, *Histoire de la Yougoslavie*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 1955, p. 96.

2 Guillaume Balavoine, *Le Monténégro et son intégration dans le royaume des Serbes, Croates et Slovènes*, mémoire de maîtrise, Université Panthéon-Sorbonne, 1994.

3 Elizabeth Roberts, *Realm of the Black Mountain. A History of Montenegro*, Ithaca/New York, Cornell University Press, 2007, p. 335.

ce cadre, la figure, peu connue, de Venel fera l'objet d'un développement tout particulier.

LE MONTÉNÉGRO ET LE MOUVEMENT D'UNION DES SLAVES DU SUD

L'idée d'Union est dans l'air au Monténégro dès 1914, à l'issue de la seconde guerre balkanique, remportée, entre autres, par le petit royaume. Les traités de paix conduisent au partage du *sandjak* de Novi Pazar entre le Monténégro et la Serbie, ce qui crée une frontière commune entre les deux pays. Sont alors envisagés, en dépit de l'opposition de l'Autriche-Hongrie, une union douanière, un amalgame des deux armées et une politique étrangère commune, même si chaque État garderait son propre souverain, une solution qui semble rallier de nombreux suffrages à la veille de la Grande Guerre.

98

Après le redécoupage des frontières dans les Balkans en 1913, le Monténégro ne possède en effet toujours pas la taille critique, les outils structurels et institutionnels, et surtout les atouts économiques qui permettent une vie libre, indépendante et plus ou moins démocratique. Bien que considérablement agrandi par ses gains au cours des conflits balkaniques, il compte alors moins de 500 000 habitants, dont une grande majorité est chrétienne orthodoxe, auxquels s'ajoutent environ 25 000 catholiques et 105 000 musulmans, en grande partie albanais, dont 80 000 sont de nouveaux citoyens sans lien aucun ni historique ni affectif avec la dynastie, en dehors du fait – certes non négligeable – qu'elle les a délivrés du joug des Ottomans⁴.

Cette dynastie nationale – exception dans la région avec les KaradGeorgević de Serbie ; les Roumains, les Bulgares, les Grecs, les Albanais étant sujets de souverains étrangers, sans parler des peuples sous domination austro-hongroise – est en général décrite sans complaisance par les historiens français. En témoigne par exemple le portrait de Nicolas I^{er} Petrović Njegoš de Monténégro (né en 1841, roi de 1860 à 1918) par le grand slaviste Émile Haumant, fin connaisseur de la question des nationalités – lui-même d'ailleurs Lorrain annexé qui a opté pour la France –, toutefois brossé une dizaine d'années après la fin de l'indépendance monténégrine par un chaud partisan du yougoslavisme : « Il tient du passé monténégrin l'amour de la guerre, un esprit parfois chevaleresque, de la bonhomie, un patriotisme non seulement monténégrin mais serbe, qu'il sait exprimer en vers [...]. Le revers de tout cela c'est sa susceptibilité, ses rancunes, le goût des procédés expéditifs qui n'exclut d'ailleurs pas celui de l'intrigue.

4 Stephen Clissold (dir.), *A Short History of Yugoslavia*, Cambridge, Cambridge University Press, 1966, p. 157.

Enfin, un cauchemar le hante, la crainte de manquer d'argent⁵ ». La cupidité du souverain monténégrin est devenue une sorte de lieu commun de la littérature pamphlétaire. Elle est notamment dénoncée par les polémistes bulgares.

Après cinquante ans d'un règne qui a eu ses pages glorieuses, le Monténégro est plus misérable et moins libre que jamais, ajoute Haumant ; si l'attachement au vieux roi existe encore, il ne s'étend pas à la dynastie⁶ [le prince héritier Danilo, occidentalisé et dépensier, n'est guère aimé]. [...] Il faudrait une guerre heureuse pour lui rendre la popularité qu'elle a due jadis surtout à la guerre ; mais, celle qu'on prévoit, les Monténégrins la feront aux côtés des Serbes de Serbie ; vainqueurs ou vaincus, ils partageront leur sort, et la chance est mince pour que la dynastie des Petrovitch y survive.

Au début de la Grande Guerre, en dépit de la présence à la cour d'éléments austrophiles, le Monténégro se range immédiatement, comme prévu, derrière la Serbie agressive par l'Autriche. Le 6 août 1914, Nicolas lance une proclamation enflammée à son peuple :

Que les héros empruntent les pas de ces deux vieux monarques serbes [Pierre I^{er} de Serbie et lui-même], afin de mourir et de verser leur sang pour l'unité et la liberté inestimables. Nous avons Dieu et la justice à nos côtés. Nous voulions la paix et on nous a imposé la guerre. Accueillez-là comme toujours, en Serbes et en héros, et la bénédiction de votre vieux roi vous accompagnera dans tous vos exploits. Vive mes chers Monténégrins ! Vive notre peuple serbe bien-aimé ! Vivent notre puissance protectrice, la Russie, et les alliés de celle-ci⁷ !

La petite armée monténégrine, forte en théorie de 53 000 hommes, mais dans les faits de 25 000 seulement, est mal armée et mal équipée. Cette impréparation n'a pas de conséquences immédiates en raison de la faiblesse de l'armée austro-hongroise et de ses déboires face aux Serbes après les éphémères premiers jours de victoire. Les troupes impériales et royales se contentent d'observer une attitude défensive sur la frontière méridionale avec le Monténégro, même si les batteries installées par la France sur le mont Lovćen font planer une certaine menace sur la base navale des bouches de Cattaro (Kotor), sur l'Adriatique. Entre septembre et décembre 1914, d'autres forces monténégrines, qui forment l'aile gauche de l'armée serbe, participent à la guerre de mouvement qui s'achève par la reconquête de Belgrade par le roi Pierre. Avec le soutien de la France, qui espère sans doute des marchés importants de ce côté, Nicolas attaque en direction

5 Émile Haumant, *La Formation de la Yougoslavie*, Paris, Bossard, 1930, p. 465.

6 *Ibid.*, p. 468.

7 Dušan T. Bataković (dir.), *Histoire du peuple serbe*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 2005, p. 249.

de l'Albanie et son armée entre dans Scutari le 27 juin 1915. Cette opération, fortement désapprouvée par la Grande-Bretagne et la Russie, exaspère également les Serbes, qui y voient une manifestation d'indépendance et de politique personnelle inconvenante. C'est pourtant toujours un Serbe, le colonel Pešić, qui assume les fonctions de chef d'état-major de l'armée monténégrine à la suite de la démission du général Janković, son prédécesseur, Serbe lui aussi⁸.

EFFONDREMENT DU MONTÉNÉGRON ET EXIL DU ROI

100

Au moment de l'invasion de la Serbie par les forces coalisées des Allemands, des Austro-Hongrois et des Bulgares, les Monténégrins couvrent la retraite serbe à l'extrême gauche, retardant l'ennemi à Mojkovac en janvier 1916, avant de s'effondrer subitement. La reddition de la forteresse du mont Lovćen après un formidable bombardement autrichien, marque la fin de la résistance monténégrine, d'autant plus qu'elle est suivie, le 25, par une capitulation en bonne et due forme signée à Cetinje, la capitale. Alors que 15 000 soldats monténégrins prennent le chemin des camps d'internement, quelques centaines d'autres sont évacués par les Alliés avec les débris de l'armée serbe. Certains historiens et polémistes voient dans ce qu'ils appellent une « trahison » un calcul du roi Nicolas – et surtout de ses fils Danilo et Pierre – désireux de sauvegarder les chances de la dynastie en dissociant leur sort de celui des Serbes écrasés par les Puissances centrales. Des négociations secrètes avaient d'ailleurs lieu depuis août 1915 entre Pierre et les Autrichiens (en vue d'une paix séparée, au cours de laquelle, un Monténégro vassal de l'Empereur aurait pu légitimement prétendre à accroître son territoire au détriment de la Serbie?). D'autres, au contraire, accusent le colonel Pešić d'avoir agi sur ordre direct du président du Conseil du royaume de Serbie, Nicolas Pašić, pour éliminer cette même dynastie et préparer l'annexion du Monténégro à la Conférence de la Paix après la victoire finale des Alliés. Quoi qu'il en soit – ces hypothèses étant peut-être fondées toutes les deux –, contrairement au roi des Belges et à celui de Serbie, confrontés à des événements comparables – et ensuite à celui de Roumanie –, Nicolas abandonne non seulement son pays, par la force des choses, le 11 janvier 1916, mais aussi son armée et son peuple. Il embarque pour l'Italie le 19 à Saint-Jean de Medua (Shëngjin), en Albanie, avant même la fin des opérations militaires.

Y a-t-il eu trahison de la cause commune? se demande Haumant. Pour l'armée et ses chefs directs la question ne peut se poser; ils ont été victime d'une intrigue tramée au-dessus de leur tête de combattants. Pour les conseillers du roi, pour

8 E. Roberts, *Realm of the Black Mountain. A History of Montenegro*, op. cit., p. 308.

ses fils surtout, leur responsabilité paraît acquise. Pour le roi lui-même, il est plus difficile d'en décider. Qu'a-t-il voulu? Qu'a-t-il espéré, alors qu'il se réfugiait chez ses alliés de la veille et que, d'autre part, il laissait aux mains des Autrichiens son armée et même son fils Mirko, malade sans doute, mais pas au point de ne pas suivre son père? On songe, devant cette séparation, aux temps où devant l'invasion des Turcs, les familles princières se divisaient, de façon à avoir, à tout hasard, un représentant dans chaque camp⁹.

Malgré le parfum de suspicion qui l'entourera désormais jusqu'à sa mort, Nicolas est accueilli en France, où il forme un gouvernement en exil, reconnu par tous les Alliés, lequel l'accompagne successivement à Bordeaux, Paris et Neuilly-sur-Seine. Après l'éphémère Lazar Mijušković, il appelle à la présidence du Conseil le panserbe Andrya Radović qui, en août 1916, lui soumet un projet de fusion des dynasties serbe et monténégrine: « Le roi eût abdiqué au profit de son petit-fils, le fils de sa fille, le prince régent Alexandre¹⁰ ». Après Alexandre règnerait Danilo. Au besoin on solliciterait l'arbitrage de la Russie. L'Union serait sanctionnée après consultation du peuple. Le rejet de ces propositions par le roi entraîne la démission de Radović, désormais l'un de ses plus farouches adversaires.

L'ACTION DU COMITÉ MONTÉNÉGRIN POUR L'UNION NATIONALE

Aussitôt, Radović rejoint ouvertement le camp des nationalistes grands serbes soutenus par Pašić, dont il accepte des subsides afin de faire campagne pour l'Union et le renversement du roi Nicolas. Sur son inspiration est créé à Genève un Comité monténégrin pour l'Union nationale, dont le but est ainsi décrit dans une conférence donnée à l'Association franco-slave de Paris le 4 octobre 1917:

Le Comité, convaincu qu'il est le fidèle interprète des sentiments du peuple, demande que la légitime et incontestable pensée nationale fondée sur les traditions du Monténégro, le véritable désir du peuple monténégrin, ne puissent désormais plus être faussés. L'union du Monténégro à la Serbie, de même qu'aux autres frères serbes, croates et slovènes, ne supprime point le Monténégro, mais bien au contraire elle couronne la lutte de cinq siècles soutenue par ces montagnards contre l'ennemi et réalise le rêve d'une longue suite de générations¹¹.

9 É. Haumant, *La Formation de la Yougoslavie*, op. cit., p. 667.

10 Andrya Radovitch, « Le Monténégro et ses tendances nationales », *Monde slave*, n° 6, décembre 1917, p. 14.

11 *Ibid.*, p. 16.

La propagande du Comité est dirigée vers les élites politiques et les opinions publiques des États de l'Entente, en particulier la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis. Elle est véhiculée par des conférences et des articles de presse. Le Comité dispose d'un journal, *Ujedinjenje (Unification)*, dont le premier numéro paraît en avril 1917¹². « En Occident, précise Radović, on commet souvent l'erreur de confondre l'État avec la nation. Certains milieux sont enclins à supposer que le royaume de Monténégro est habité par un peuple à part, simplement parent des Serbes du royaume de Serbie. On tient les Monténégrins pour aussi différents des Serbes que les Irlandais et les Écossais des Anglais. Cette opinion est tout à fait fausse. Le Monténégro n'est qu'une conception géographique et dynastique, et les Monténégrins sont des Serbes de race¹³ ». C'est donc tout naturellement qu'en août 1917, le Comité s'associe à la déclaration de Corfou du 20 juillet précédent, par laquelle les représentants des Croates, des Serbes et des Slovènes austro-hongrois anti-Habsbourg, d'une part, et la Serbie, d'autre part, s'accordaient pour créer un futur État des Slaves du Sud¹⁴.

102

Quiconque veut le malheur du Monténégro n'a qu'à désirer son individualité, martèle Radović. En effet, que peut-on attendre de lui, après tout ce qui s'est passé? Le Monténégro n'a jamais pu exister et vivre par ses propres moyens. Le déficit était la règle de son budget. Il n'aurait plus, désormais, l'appui et les subsides de la Russie. [...] Nous demandons l'Union, non seulement parce que nous sommes un peuple homogène, et qui veut être uni, mais parce qu'elle nous est imposée d'une manière impérieuse par des raisons économiques vitales, et parce qu'elle est la condition indispensable de notre liberté et du triomphe des principes démocratiques. Un état anormal doit faire place à un état naturel. Le rôle du Monténégro est terminé. Il ne peut plus exister pour l'unique plaisir de quelques amateurs d'antiquités et d'une dynastie qui place au-dessus de tous ses intérêts propres et ses ambitions. Dans le futur État des Serbes, Croates et Slovènes, les Monténégrins ne veulent point être une république de Saint-Marin. Tous les Monténégrins sont pour l'union; seuls, la Cour et ses acolytes s'opposent à cet irrésistible élan national¹⁵.

Afin d'emporter l'adhésion du public européen et américain, Radović stigmatise le caractère archaïque du régime politique monténégrin. Sa principale critique porte sur les institutions qui, selon lui, s'apparentent davantage à la monarchie absolue, voire même à l'autocratie, qu'au régime parlementaire, dont il ne revêt que les apparences. « La Constitution, qui n'existait que sur le papier,

12 E. Roberts, *Realm of the Black Mountain. A History of Montenegro*, op. cit., p. 317.

13 A. Radovitch, « Le Monténégro et ses tendances nationales », art. cit., p. 4.

14 E. Roberts, *Realm of the Black Mountain. A History of Montenegro*, op. cit., p. 317.

15 A. Radovitch, « Le Monténégro et ses tendances nationales », art. cit., p. 19.

fut si bien appliquée que les partis politiques furent interdits sous ce prétexte que leur formation ne servirait qu'à diviser le peuple¹⁶ ». Quelques mois plus tard André Louis, professeur au lycée Louis-le-Grand, docteur ès-lettres, abonde dans le même sens. Selon lui, la constitution accordée en décembre 1905 n'est pas fondée réellement sur le partage des pouvoirs. Elle est remplie de dispositions contradictoires, destinées à n'apporter aucune modification essentielle à l'état de choses. Elle laisse la plus grande part de l'autorité, sinon toute, au souverain. La *Skouptchina* ressemble simplement à une assemblée de contrôle ; elle est dépourvue de toute véritable initiative et ne peut prendre par elle-même aucune décision définitive. La promulgation de cette constitution aurait pu marquer le début de la vie politique au Monténégro. Mais il n'eut pas de vraie vie politique, malgré les agitations qui ont troublé le pays à plusieurs reprises pendant trois ans, 1905-1908, et malgré la formation de deux groupements qui ont eu une existence éphémère¹⁷.

Quant au roi, ancien élève de ce même lycée, André en dresse le portrait suivant : « Nous pouvons affirmer [...] que Nicolas I^{er} a été à la fois un guerrier ardent et un négociateur avisé, qu'il s'est laissé guider uniquement par la raison d'État et qu'il a utilisé tous les moyens, quels qu'ils fussent, pour agrandir son territoire et maintenir son autorité à peu près absolue¹⁸. »

La situation politique n'a d'égalé que la situation économique et sociale, désastreuse, du pays.

Sous son roi Nicolas I^{er}, le Monténégro a fait des progrès : cela est incontestable, ajoute l'enseignant parisien. Mais on ne peut pas dire qu'il soit devenu un État moderne. Le contraste entre l'apparence et la réalité était encore en 1915 saisissant. Malgré tout, le pays restait déshérité à tous égards et, à cause du caractère pierreux et infertile d'une grande partie de cette région si peu étendue, l'émigration y était devenue considérable dans les dernières années. [...] Le retour de la dynastie en ce moment exilée ou, ce qui est possible, la fusion intime des frères de race, Monténégrins et Serbes, en un seul État seront-ils des remèdes efficaces pour enrayer, après la guerre, cette situation critique ? On peut en douter. Et ainsi, il ne semble pas que ce pays si restreint, dont plusieurs caractères singuliers ont permis à la verve malicieuse de certains écrivains de s'exercer contre lui, puisse espérer un avenir, non pas brillant, mais simplement heureux¹⁹.

¹⁶ *Ibid.*, p. 11.

¹⁷ Louis André, *Les États chrétiens des Balkans depuis 1815*, Paris, Félix Alcan, 1918, p. 193. Les deux groupements évoqués sont le parti national-libéral, « occidentaliste » de Miuković et le parti national, conservateur traditionnaliste de Tomanović.

¹⁸ *Ibid.*, p. 189-190.

¹⁹ *Ibid.*, p. 198-199.

Ce jugement particulièrement pessimiste présente en outre la particularité de renvoyer dos à dos les partisans de l'une ou l'autre des solutions.

Le général Venel et l'occupation alliée du Monténégro

104

Lorsque les troupes alliées pénètrent au Monténégro en novembre 1918, après la conclusion de l'armistice avec l'Autriche-Hongrie, est créé un détachement d'occupation du Monténégro, ainsi que de Cattaro et de Scutari, placé sous les ordres du haut commandement interallié en Orient du général Franchet d'Espèrey. Ce détachement interallié, formé de contingents serbes, italiens, français et britanniques, est bientôt commandé par le général Venel. Cependant, la Serbie et l'Italie, soucieuses de leurs intérêts respectifs, entretiennent aussi sur place des troupes qui ne relèvent pas de ce haut commandement et, de ce fait, agissent sans en référer à Salonique, puis Constantinople, où il est basé. Cette situation engendre dans les faits deux zones d'occupation bien distinctes : l'une, italienne, cantonnée sur le littoral (Cattaro, Njegoš, Virpazar, Antivari, Dulcigno et Scutari), l'autre, serbe, se localisant plus à l'intérieur des terres, même si elle se trouve aussi sur le littoral.

Il est temps de présenter l'officier général dont a finalement dépendu le sort du Monténégro, en ce sens que son action proserbe a été prépondérante dans le destin du pays²⁰. Né à Hesse (Meurthe, aujourd'hui Moselle) le 25 janvier 1864 et décédé à Nancy le 25 mars 1920, Paul Célestin Marie Joseph Venel est le fils d'un instituteur lorrain ayant opté pour la France après l'annexion d'une partie de sa province natale par l'Allemagne en vertu du traité de Francfort du 10 mai 1871, et qui a transporté son domicile à Seichamps (Meurthe-et-Moselle). Entré à l'école spéciale militaire de Saint-Cyr le 30 octobre 1882, il en sort 144^e sur 406 élèves dans la promotion des « Pavillons noirs ». Sous-lieutenant au 1^{er} régiment d'infanterie de marine à Cherbourg le 1^{er} octobre 1884, il ne déploie pas tout d'abord tout le zèle que l'on attend d'un officier ; aussi l'instruction de sa compagnie, où il se trouve seul pendant plus de trois mois, s'en ressent-elle. « Il peut bien faire à condition d'être guidé par un chef », note le lieutenant-colonel Chevalier en avril 1885. Peu après, Venel est appelé en Cochinchine, premier de ses nombreux séjours en Extrême-Orient.

Douze ans plus tard, il sert pour la première fois en Europe orientale, détaché en Crète avec son bataillon. Cette île à la population en majorité grecque s'est soulevée contre le gouvernement ottoman au printemps de 1896. Les grandes puissances y ont envoyé des troupes afin de garantir aux Crétois l'autonomie

²⁰ Sources et bibliographie : Service historique de la Défense, Vincennes, Dossier personnel 12 Yd 149 ; Archives nationales, Dossier de la Légion d'honneur LH 2685 6 (consulté sur le site internet Leonore) ; Gustave Gobert, « Un brave Lorrain, le général Venel », *Le Pays lorrain et le Pays messin*, 1920, p. 385-391.

qu'ils ont finalement obtenue du sultan, mais aussi pour éviter l'annexion de la province par la Grèce (au nom du dogme – à géométrie variable – de « l'intégrité de l'Empire ottoman »). Embarqué à Marseille le 15 juillet 1897, Venel arrive à Sitia le 20, mais il est évacué dès le 23 octobre pour raisons de santé.

Affecté au 1^{er} régiment de tirailleurs malgaches à Tamatave le 25 mai 1898, il quitte le 8^e d'infanterie de marine sur une remarque sévère du chef de corps, le colonel Gonard : « Le capitaine Venel a des qualités brillantes mais je ne le crois pas travailleur ; il cherche surtout des emplois à sa convenance. » Arrivé à Tamatave le 15 juin, il passe au 13^e régiment de marine à Tananarive dès le 1^{er} septembre, laissant chez les tirailleurs le souvenir d'un officier « qui a convenablement servi pendant le peu de temps qu'il est resté au régiment » (colonel Vandembrock, 12 décembre). Affecté sous les ordres du chef de bataillon Michaux au cercle des Baras à Ivohibé, il mène une série d'opérations contre les Tambavala en pleine forêt et fait partie de la colonne de l'Ionaivo en septembre 1899. Le 25 avril 1900, il est muté au 4^e régiment de garnison à Toulon, promu chef de bataillon le 5 juillet, la veille de son départ pour la France.

Affecté au 4^e régiment colonial de garnison (changement de dénomination de son régiment par suite de la transformation des troupes de marine en troupes coloniales le 1^{er} janvier 1901), il passe le 6 mai au 8^e régiment de l'arme à Toulon, où il est noté comme « excellent » au cours des manœuvres d'automne car « il possède l'intelligence du terrain et sait en tirer parti » (lieutenant-colonel Langy, 21 octobre). De retour à Saïgon le 27 avril 1902, il y retrouve le 28 octobre le 1^{er} régiment de tirailleurs annamites, puis il est détaché à Chantaboun, place du royaume de Siam occupée par l'armée française à titre de garantie après les incidents franco-siamois de 1893. Dans « un pays qui peut devenir le théâtre d'opérations militaires » dans lesquelles, « par son activité et sa parfaite connaissance de cette région », il serait, estime le colonel Rabier, « appelé à jouer un rôle important », Venel emploie utilement ses officiers à des missions de reconnaissance des voies de communication et des ressources locales (notes du 27 mars 1903). Le nouveau colonel, Dain, lui reproche cependant sa mansuétude pour un sous-officier indigène coupable de brutalités à l'encontre d'un tirailleur (1^{er} avril 1904).

Quelque temps plus tard, Venel découvre l'Afrique : le 14 décembre 1905, il est en effet affecté au 2^e tirailleurs à Kati (Soudan), puis il commande le cercle de Bobo-Dioulasso. Lieutenant-colonel le 23 juin 1907, il passe le 16 mai 1908 à la tête du territoire militaire du Niger, « la plus importante de nos colonies au point de vue militaire, la plus délicate au point de vue politique », selon le colonel Pineau, commandant provisoire des troupes de l'Afrique-Occidentale française (AOF) (notes du 7 avril 1910), et est envoyé au poste de Zinder. Lui incombent la défense de 2 200 kilomètres de frontière saharienne et celle

de 800 kilomètres le long de la *Northern Nigeria* britannique. Pendant ses dix-huit mois de présence, il complète l'organisation des unités méharistes, qui rétablissent l'ordre dans l'Azbin et protègent les « populations fidèles » contre les pillards. Ses troupes se montrent capables d'infliger de sérieux revers à deux forts rezzous : l'un, au nord de Bilma, bande nombreuse venue du Borkou et de Tripolitaine ; l'autre, au puits d'Achount, à 600 kilomètres au nord de Tombouctou, rassemblement important venu, lui, du Tafilalet, au Maroc. La soumission des nomades maures et touaregs progresse, la traite des noirs est abolie et l'économie des populations sédentaires se développe ; le commerce du sel extrait des mines de Taoudéni et du Kaouar peut désormais s'effectuer en toute sécurité. Venel apparaît donc comme une figure classique de « pacificateur », selon les critères de l'époque.

Tandis qu'il quitte Niamey le 15 février 1910 pour rentrer en France paraît un ouvrage du capitaine Bouchez, en fait rédigé sous la haute direction de Venel, « qui, explique le colonel Michaud, commandant du 4^e colonial (où Venel a été muté entre-temps), sera le guide indispensable désormais aux officiers appelés à servir dans les unités méharistes de l'AOF ». Venel accomplit ensuite un stage de longue durée au 60^e régiment d'artillerie à Troyes, qu'il commande à plusieurs reprises et avec lequel il assiste au cours de tir d'artillerie du camp de Mailly. Le 21 décembre 1911 il rejoint le 4^e colonial à Toulon, où le colonel Ronget, nouveau chef de corps, apprécie ce collaborateur qui « possède cette qualité précieuse de savoir-faire rendre beaucoup à ses inférieurs sans être obligé de recourir à la sévérité » (notes du 8 avril 1912).

Promu colonel le 27 mars 1913, Venel est nommé le 28 avril commissaire du gouvernement général de l'AOF du Niger et commandant militaire pour ce territoire qu'il connaît bien ; il rejoint son poste à Zinder par Dakar et le Dahomey. Aussitôt, il doit s'occuper des derniers détails du ravitaillement de la colonne du Tibesti, arrêtée sur le versant occidental de ce massif. Une fois la guerre déclarée par l'Allemagne, le 3 août 1914, il « contribue aussi largement que possible à l'œuvre de la défense nationale » en opérant sur son territoire de nombreux prélèvements de cadres, de personnel et de matériel destinés au renforcement de la colonne Brisset qui opère au nord du Cameroun. Rapatrié pour raisons de santé après vingt-huit mois de séjour en Afrique, il regagne Paris le 4 octobre 1915 par Lagos, l'Angleterre et Boulogne-sur-Mer. Il bénéficie immédiatement d'un congé de convalescence de trois mois à Lyon (11 octobre 1915-10 janvier 1916) à cause des divers maux dont il est atteint, surtout le paludisme et le diabète.

Le 15 janvier, il obtient le commandement du 97^e d'infanterie, régiment à quatre bataillons qui contribue à la défense d'un secteur difficile au nord d'Arras (il subit la guerre de mines à Givenchy-en-Gohelle et à la Cote 140 sur la falaise

de Vimy en janvier et février), avant d'être envoyé à Verdun (15 mars-5 avril). Engagé le 16 mars à Vaux-devant-Damloup et à la ferme Dicourt, il est retiré du front le 3 avril, avant de tenir le secteur de Flirey (Meurthe-et-Moselle) et de l'étang de Vargévaux (Meuse). Le 20 mai, Venel reçoit le commandement par intérim de la 3^e brigade coloniale, qu'il rejoint dans la Somme. Retirée du front au début de juin, cette dernière occupe à partir du 22 le secteur de Dompierre. Le 4 juillet, elle intervient dans la bataille de la Somme, à Barleux le 10 juillet et à La Maisonnette le 20. Dans ces circonstances, Venel donne toute satisfaction. Au moment de son départ, le 5 novembre, son supérieur, le général Dessort, le juge digne de commander une division.

En attendant, nommé général de brigade le 1^{er} octobre, il prend le 2 novembre la tête de la 22^e brigade coloniale (armée française d'Orient), créée la veille à Toulouse, et débarque à Salonique au début de décembre, avant de rejoindre ses hommes sur la Tcherna. Avec la 21^e, la 22^e brigade concourt le 1^{er} janvier 1917 à la formation de la 11^e division coloniale (général Sicre). Elle occupe alors un nouveau secteur entre la Tcherna et la route de Prilep, au nord de Monastir. À partir du 16 mars elle tente de dégager Monastir, réussissant du 16 au 18 à s'emparer du monastère et du village de Kerklina, avant de consolider ses positions. Le 25 avril, elle fait mouvement vers la boucle de la Tcherna dans la région de Polok, puis vers Baréchani le 21 mai.

Le 1^{er} juin, Venel est mis à la tête de la division provisoire de Thessalie, formée le 26 mai. La Grèce est alors en guerre larvée contre les Alliés par la volonté de son roi Constantin I^{er}, beau-frère de Guillaume II, qui a laissé attaquer les troupes franco-britanniques à Athènes par des milices et même par l'armée régulière le 1^{er} décembre 1916. Le 11 juin 1917, le haut commissaire allié Charles Jonnart force le souverain à abdiquer en faveur de son fils cadet Alexandre I^{er}. L'ancien président du Conseil Éleuthérios Venizélos, favorable à l'Entente, revient aux affaires. Au cours de cette délicate passation de pouvoir, le rôle de Venel consiste à surveiller les éléments monarchistes en Thessalie, tandis que d'autres contingents alliés débarquent à Athènes ou occupent l'isthme de Corinthe. Dans l'accomplissement de cette mission, il donne toute satisfaction à son supérieur, le général Sarrail, alors commandant en chef des armées alliées en Orient, qui, faisant allusion à la prise d'une caserne constantinienne à Larissa six jours plus tôt, lui écrit le 18 juin : « Lorsqu'il a été nécessaire d'agir contre des réguliers qui ne voulaient ni se conformer aux ordres reçus d'Athènes ni à ceux donnés par leur chef en Thessalie, vous avez su rapidement arrêter leurs attaques et les mettre hors de cause. » Venel occupe ensuite le port de Volo, les villes de Pharsale, Lamia, Trikala et Bralo. « Actuellement la question de contrôle pour les récoltes et de sécurité pour l'armée d'Orient est résolue dans

la Thessalie entière, en conclut alors Sarrail. Il est inutile d'aller plus loin. Prenez des dispositions pour organiser la région. »

Du 2 juillet au 15 août Venel retrouve au nord-est de Monastir le commandement de la 22^e brigade coloniale, auquel s'ajoute celui, provisoire, de la 11^e division coloniale, dans lequel il est confirmé par intérim le 15 août. Le front est alors retombé dans une certaine léthargie, qui se prolonge durant des mois. Atteint par le tour de relève, Venel remet le commandement de sa division au général Farret le 22 juin 1918 et rentre en France. Remis à la disposition du ministre de la Guerre, il est placé le 24 juillet en réserve de commandement à la 5^e armée (Berthelot), qui vient de participer à la seconde bataille de la Marne dans la région de Reims. Le 17 septembre, il prend (par intérim) la tête de la 127^e division d'infanterie, qui tient jusqu'au 20 un secteur au nord de Sancy.

108

Cette division se distingue aussitôt dans la poursuite des Allemands sur le Chemin des Dames. Elle s'empare du fort de La Malmaison et franchit l'Ailette le 12 octobre, puis participe aux attaques contre la ligne fortifiée *Hunding Stellung*, enlevée les 19 et 20 octobre, et à la bataille de la Serre du 20 au 30 octobre, date à laquelle elle est retirée du front. Au cours de ces opérations, Venel fait preuve, selon Pouydraguin, commandant du 18^e corps, « de qualités d'énergie, de ténacité et de mordant remarquables ainsi que de qualités manœuvrières excellentes » (notes du 1^{er} novembre).

Évacué pour raisons de santé (grippe thoracique grave) le 8 novembre, il est remplacé dans son commandement le surlendemain, hospitalisé à Chartres et mis le 4 décembre à la disposition du général commandant les forces françaises en Italie. Il retrouve ensuite l'armée d'Orient comme commandant des troupes d'occupation alliées des bouches de Cattaro et du Monténégro, où la situation est alors très tendue.

Venel est donc un personnage qui a l'expérience des « opérations extérieures », auxquelles l'a préparé une longue carrière de colonial. Cependant, cette caractéristique n'est pas forcément bien perçue en Europe orientale, où, à plusieurs reprises, les populations et les élites ont laissé filtrer leur mécontentement d'être « traitées comme des Sénégalais ».

L'Union avec la Serbie

Pendant que sur le terrain l'armée serbe, avec la bénédiction de l'armée française, prépare l'incorporation du Monténégro dans un ensemble plus vaste, Paris s'efforce d'empêcher le roi Nicolas de revenir dans son pays, sans pourtant jouer franc jeu. « Le gouvernement français n'entend nullement s'immiscer dans les affaires intérieures d'un État allié. Il est donc évident que lorsque les autorités militaires françaises entreront au Monténégro, elles ne pourront adopter d'autre attitude que la reconnaissance de l'autorité légale, qui est celle du roi Nicolas »,

affirme le ministre des Affaires étrangères Stephen Pichon le 21 octobre²¹. Dans une lettre du 4 novembre, ce même Pichon dissuade pourtant le roi de regagner, comme il en exprimait le désir, son pays²².

La France, lui écrit assez hypocritement le 24 novembre le président Raymond Poincaré,

ne se prêtera, pour sa part, à aucune tentative qui aurait pour objet de contraindre la volonté de la nation monténégrine et de contrarier ses aspirations légitimes. En ce qui concerne les troupes françaises appelées à occuper provisoirement le territoire de votre royaume, respectueuses des institutions établies, elles s'emploieront à maintenir l'ordre, en assistant de leur mieux les populations, de manière à préparer le rétablissement de la vie normale, qui a été profondément troublée par les douloureuses épreuves résultant de l'occupation ennemie. Il serait préférable que votre majesté attendît, pour regagner son royaume, que ce but ait été atteint et que l'existence ait repris au Monténégro son cours accoutumé. La présence des troupes alliées, le concours qu'elles apporteront aux habitants, contribueront sans doute à hâter ce moment que votre majesté appelle de tous ses vœux. Dès qu'il sera venu, le gouvernement de la République sera heureux, sire, de faciliter votre voyage de retour²³.

En fait, le surlendemain, 26 novembre, la Serbie annexe le Monténégro, forte de la présence de ses troupes régulières et de ses *comitadjis* sur son territoire, avec l'accord du détachement français. En effet, les partisans du roi Nicolas ont été mis en minorité à la Chambre, qui a voté l'incorporation du pays au royaume de Serbie. Le 1^{er} décembre, le royaume des Serbes, Croates et Slovènes est proclamé à Belgrade, avec à sa tête le roi de Serbie, Pierre I^{er}, âgé et malade, et surtout son fils, le régent Alexandre. Parmi les défenseurs français de l'indépendance du Monténégro, Georges Desbons, avocat à la Cour d'appel de Paris, directeur politique de *La Diplomatie publique*, exprime sa vive désapprobation devant ce qui vient de se passer dans *Floréal*, revue du monde du travail dirigée par Paul-Boncour, ancien ministre, socialiste chrétien :

Les Alliés ont toujours indiqué comme une des conditions de la paix la restauration du Monténégro au même titre que celle de la Belgique et de la Serbie. [...] Or, l'occupation a été effectuée, dès le départ des Autrichiens, par des bataillons serbes accompagnés de bandes de pillards et de comitadjis terroristes. Résultats : la réglementation serbe remplace la législation monténégrine ; les

²¹ Pierre Chotch, *L'Allié martyr. Le Monténégro*, Paris, Éditions de La Diplomatie publique, 1920, p. 3.

²² *Ibid.*, p. 4.

²³ *Ibid.*

plus notables citoyens subissent des traitements abominables, sont incarcérés et même assassinés ; leurs maisons sont pillées et détruites ; leurs femmes et leurs enfants sont martyrisés [...]. Trois personnes (dont deux fonctionnaires serbes) ont, par décret, convoqué à Podgoritza, une Assemblée nationale dite Grande Skoupchtina. En réalité, les députés ont été choisis par les autorités serbes. La session de ce parlement a duré une demi-journée... sous la garde vigilante de comitadjis qui, bombes et grenades en main, exigeaient le vote d'une décision apportée imprimée de Serbie : la déchéance du Monténégro. Un directoire se chargea de liquider les affaires du pays. Directoire de cinq membres : trois anciens condamnés à la réclusion pour participation à la conspiration serbe contre le Monténégro, un illettré et un jeune étudiant de l'Université de Belgrade²⁴.

110

« Contrairement aux promesses des Alliés [...], les troupes placées sous le haut commandement du général Franchet d'Espèrey, n'ont pas respecté les autorités constitutionnelles du Monténégro », constate de son côté Piotr Chotch, un des fidèles du roi Nicolas²⁵. Le rattachement au nouveau royaume satisfait pourtant la majorité de la population, surtout les citadins et la frange la plus jeune et la plus éduquée de la société²⁶. Mais une frange de la population résiste à l'annexion. Ainsi que le signale Desbons, des heurts et des exactions ont lieu, sur lesquels la France ferme les yeux. « Les crimes que les Allemands ont commis en Belgique pâlisent devant les crimes que la Serbie a commis au Monténégro », affirme un groupe de Monténégrins des États-Unis dans un message envoyé à la Conférence de la Paix le 18 janvier 1919 à Paris²⁷.

Bien que ministre des Affaires étrangères du Monténégro, un pays reconnu par la communauté internationale, Chotch n'est pas admis à la séance d'ouverture de la Conférence et il s'en plaint vertement :

À la Conférence qui, dans sa première séance aujourd'hui, offrait soixante-dix sièges aux délégués des gouvernements européens, américains, asiatiques, africains, était absent le Monténégro. Seul parmi les combattants de la Grande Guerre, seul parmi les amis de l'Entente, il avait été volontairement oublié. Quiconque a prêté aux Alliés à un moment donné un appui matériel ou moral était invité. Lui, qui a versé son sang pour eux, on l'a laissé à la porte ! [...] Le laissera-t-on plus longtemps être la proie des ambitions impérialistes et dynastiques de la Serbie officielle ? Permettra-t-on qu'au moment où de nobles esprits s'efforcent de réaliser un durable accord entre les nations, les

²⁴ *Ibid.*, p. 7.

²⁵ *Ibid.*, p. 5.

²⁶ Stevan K. Pavlowitch, « Serbia, Montenegro and Yugoslavia » dans Dejean Djokić (dir.), *Yugoslavism. Histories of a Failed Idea 1918-1922*, London, Hurst, 2003, p. 62.

²⁷ P. Chotch, *L'Allié martyr. Le Monténégro*, op. cit., p. 6.

Monténégrins, dans leur foyer, succombent sous le feu des mitrailleuses et des canons de leurs alliés? Tolérera-t-on parce qu'il est pauvre, parce qu'il est affaibli, parce qu'il est aujourd'hui désarmé, que le plus petit des États d'Europe soit traité en paria et, sans procès, mis hors du Droit²⁸?

Et le gouvernement de Nicolas d'envoyer à la conférence une protestation intitulée : *Les Cruautés serbes au Monténégro*, puis de soumettre en vain, le 5 mars, ses revendications territoriales à l'appréciation de la Conférence.

Tout en tentant ainsi d'émouvoir l'opinion publique francophone, les partisans des Njegoš jouent simultanément sur la fibre antifranaçaise des Anglo-Saxons. Ils se plaisent à rappeler que le onzième des Quatorze points du président américain Wilson demandait en janvier 1918 la restauration du Monténégro et que, le 20 janvier 1916, le Premier ministre britannique, Lord Herbert Henry Asquith, avait affirmé : « La Belgique, la Serbie et le Monténégro doivent être restaurés et reconstitués²⁹ ». « Les armes et l'argent français aux mains des Serbes servent à exterminer le peuple monténégrin et à étouffer sa voix, écrit Chotch le 5 mars 1919 à Louis Barthou, président de la commission des affaires étrangères de la Chambre des députés. Les Monténégrins n'ont plus pour foyer que la montagne, d'où ils se défendent contre l'occupation serbe, la tombe ou l'exil, rien n'est respecté. Les femmes et les enfants ne sont plus épargnés. 6 000 maisons incendiées depuis l'armistice déshonorent la victoire³⁰ ».

Même si le polémiste monténégrin grossit certainement quelque peu le trait, les violences sont réelles. Les 6 et 7 janvier 1919, des affrontements armés ont lieu entre combattants pro-serbes et indépendantistes monténégrins, au cours desquels Venel « fait preuve de bravoure et de décision en se portant crânement au milieu de la fusillade entre les deux lignes de combat », selon Franchet d'Espèrey. En fait, les troupes de Venel forment le bras armé de la France, qui a choisi Belgrade ; et les partisans du roi Nicolas sont désarmés.

Triste fin de carrière pour le général Venel

Le rude climat de la « Montagne noire » ne convient guère à l'organisme fatigué du général, également las des querelles entre Alliés (Italiens et Serbes surtout). En congé de repos d'un mois le 21 avril 1919 en vue de suivre la saison à Vichy (prolongé d'un autre mois le 21 mai), il est adjoint le 18 juin au vice-amiral Grasset, commandant en chef, préfet du 1^{er} arrondissement maritime, gouverneur de Cherbourg, commandant de la subdivision de

²⁸ *Ibid.*, p. 5.

²⁹ *Ibid.*, p. 3.

³⁰ *Ibid.*, p. 6-7.

Cherbourg. Le jour même de sa prise de fonction effective, le 28 juin, il est hospitalisé pour une congestion pulmonaire. Il reprend son commandement le 28 juillet, mais entre de nouveau à l'hôpital maritime de la place le 8 août.

Le 23 août, le médecin chef diagnostique un emphysème pulmonaire avec des crises d'asthme « intermittentes mais fort pénibles » et de l'hypotension. Venel est alors relevé de ses fonctions et mis en congé de convalescence de trois mois le 2 septembre 1919. Cela n'empêche pas le général Mazillier, commandant du corps d'armée colonial, de le proposer pour le grade de général de division le 9 novembre. Venel se retire à Nancy, où des prolongations de congé lui sont accordées (la dernière d'un mois, à compter du 2 mars 1920 « à titre entièrement exceptionnel en raison des services rendus »). Le 19 mars, le ministre de la Guerre, André Lefèvre, l'invite sur un ton ferme – car ce n'est pas la première fois – à introduire une demande de mise à la retraite, faute de quoi il le menace de le soumettre à un examen médical en vue de son admission à la retraite d'office.

112

Mais Venel décède quelques jours plus tard d'une affection cardiaque à l'hôpital du Bon Secours, où il est soigné depuis janvier pour une néphrite chronique, hypertensive, et où il vient d'être amputé le 18 mars de la cuisse droite après une gangrène sèche par artérite oblitérante la fémorale (gangrène influencée par une gelure du pied en 1917). Le 17 avril 1925, la commission consultative médicale, « considérant qu'aucune constatation d'affection aiguë n'a eu lieu pendant la guerre, et que les accidents cardiaques qui ont entraîné la mort ne sont pas directement imputables aux fatigues du service », estimera toutefois « que la maladie cause du décès du général Venel n'a pas été contractée en service commandé³¹ ».

Persistence d'un irrédentisme monténégrin

Alors que Venel quitte la scène, les relations serbo-monténégrines ne sont pas encore apaisées. Le 15 juillet 1919 est constitué à Paris un comité France-Monténégro « pour que les troupes et les autorités serbes évacuent le territoire du Monténégro et que ces troupes soient remplacées provisoirement, d'accord avec le gouvernement du Monténégro, si on le juge opportun, par des troupes interalliées, afin que le peuple monténégrin, dans son État souverain et

31 Venel a obtenu de nombreuses décorations au cours de sa carrière : Légion d'honneur (chevalier, 12 juillet 1901 ; officier, 10 avril 1915 ; commandeur, 12 juillet 1917) ; Médaille du Tonkin ; Médaille coloniale agrafes « Madagascar » (15 novembre 1899), « Afrique occidentale française » et « Sahara » ; Croix de guerre avec palmes ; officier de l'Étoile d'Anjouan (15 mai 1900) ; officier du Cambodge (14 juillet 1894) ; officier du Dragon de l'Annam (20 mai 1896) ; grand commandeur du Sauveur, Grèce ; officier de Karageorges de Serbie. Venel a également été l'objet de plusieurs citations : à l'ordre de la 6^e armée, 5 novembre 1916 ; pour commandeur de la Légion d'honneur, 10 juillet 1917 ; à l'ordre de l'armée française d'Orient, 22 juin 1918 ; de la 10^e armée, 1^{er} mars 1919.

indépendant, puisse, sur la base de sa constitution, par la voie de son parlement national, être maître chez lui et de ses destinées³² ». Le roi Nicolas n'a d'ailleurs pas été abandonné par tous les Alliés.

Tandis que les troupes françaises soutiennent les Serbes dans leur œuvre de « pacification », l'Italie – en conflit ouvert avec le royaume des Serbes, Croates et Slovènes en Istrie et en Dalmatie – attise en effet les rancœurs des partisans de la dynastie monténégrine, qui entretiennent pendant plusieurs mois la résistance antiserbe, marquée, en 1920 encore, par un débarquement à Bar (Antivari) de « Verts », partisans du roi Nicolas, armés par Rome mais vite rejetés à la mer³³. Constatant cette mobilisation en Italie en faveur du Monténégro, Chotch se déclare surpris « que personne, au Parlement français, ne monte à la tribune pour demander ce qui se passe sur la rive droite de l'Adriatique³⁴ ».

« Le Monténégro agonise », poursuit-il³⁵, devenu ministre de la Justice au sein du gouvernement en exil, refusant, en 1920 encore, de reconnaître le fait accompli dans une brochure publiée dans la « Bibliothèque de *La Diplomatie publique* » dirigée par Desbons. « Il ne désespère pas. La violence ne peut assassiner la justice. Aux Français qui ont conservé le glorieux héritage et les magnifiques traditions des libérateurs, aux Français aux cœurs de citoyens libres, aux Français qui se sont battus pour que les peuples puissent librement disposer d'eux-mêmes, aux Français de la Marne et de Verdun, au nom de mes frères qui souffrent, qui subissent un atroce martyr, je crie : « Au secours ! » Nous ne demandons pas pitié, nous réclamons justice³⁶ ! » Mais une éventuelle mauvaise conscience des dirigeants de l'Entente ne pèse pas lourd face aux impératifs géostratégiques du moment. Et le dernier cri de Chotch apparaît comme son chant du cygne, même si, dans un mémoire adressé en novembre de cette même année 1920 à la SDN, Yovan S. Plamenac, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères du Monténégro, réaffirme le droit à l'indépendance et à l'entrée dans la SDN de son pays³⁷.

Plutôt indifférente au sort du petit royaume des Balkans, l'opinion publique française est également travaillée par des campagnes de presse qui vont dans le sens de l'annexion. *La Voix du peuple*, organe socialiste paradoxalement soutenu par le pouvoir serbe, décrit le roi du Monténégro comme « un personnage peu commun, un aventurier de haut vol, un dernier spécimen de l'espèce presque disparue des despotes du Moyen Âge, ressemblant par sa ruse raffinée,

32 P. Chotch, *L'Allié martyr. Le Monténégro*, op. cit., p. 8.

33 É. Haumant, *La Formation de la Yougoslavie*, op. cit., p. 735.

34 P. Chotch, *L'Allié martyr. Le Monténégro*, op. cit., p. 8.

35 *Ibid.*, p. 3.

36 *Ibid.*, p. 16.

37 *Ibid.*, p. 14.

son manque total de scrupules et de droiture, à certains seigneurs asiatiques trop corrompus ». Nicolas Pétrovitch « a su jouer pendant cinquante ans, en comédien consommé, le rôle d'un prince patriote et d'un autocrate consommé, dissimulant ainsi l'arbitraire et les crimes de sa politique intérieure et le "petit commerce" par lequel il exploitait sa dignité et ses fonctions. Il a fallu la guerre pour mettre à nu les tares de ce malfaiteur déguisé et alors il est apparu tel qu'il est, arbitraire et déloyal, égoïste et ambitieux. Nicolas Pétrovitch a été jugé par son peuple pour tout le mal qu'il lui a causé : interprétant le vœu de tous les Monténégrins, la Grande Assemblée nationale de Podgoritza a, en novembre dernier, détrôné ce monarque indésirable³⁸ ».

114

« Pour nous, il est incontestable que le séparatisme du Monténégro est absolument opposé à la volonté du peuple monténégrin et contraire à l'idéal et aux sentiments de toute la nation serbe, renchérit Andrya Radović, l'ancien président du Conseil proserbe du roi Nicolas. Si le roi Nicolas parvient à réaliser son programme personnel et dynastique, ce serait un coup funeste pour le peuple monténégrin et pour la sécurité politique de l'État des Serbes et autres Yougoslaves. Il ressort de ces faits que la dynastie cherche à contrecarrer l'accomplissement des idéaux nationaux et à abjurer le legs du passé de notre peuple³⁹ ». Sans doute a-t-il en partie raison, mais en l'absence de plébiscite, nous ne saurons jamais ce que pensait vraiment le peuple monténégrin.

L'existence ultérieure du Monténégro se déroule donc au sein d'un ensemble supranational, d'abord appelé royaume des Serbes, Croates et Slovènes, puis royaume de Yougoslavie. Lorsque ce pays éclate au cours de la seconde guerre mondiale, le Monténégro est occupé par les Italiens, qui ressuscitent un royaume « indépendant », en fait placé sous leur protectorat. Après la victoire des partisans communistes, Tito en fait une des républiques socialistes de la « deuxième Yougoslavie ». À la suite de l'implosion de cet État à partir de 1991, le Monténégro fait longtemps partie de la « troisième Yougoslavie », pour finir en 2003 avec la seule Serbie dans la communauté d'États dite « Serbie et Monténégro ». À l'issue, cette fois, d'un référendum, le 21 mai 2006, qui a donné une majorité de « oui » à la séparation d'avec Belgrade, le parlement de Podgoritza proclame le 3 juin suivant l'indépendance du pays, aussitôt admis à l'ONU et, dès 2008, candidat à l'entrée dans l'Union européenne.

L'affaire du rattachement du Monténégro au royaume des Serbes, Croates et Slovènes illustre parfaitement les contradictions de la politique des Alliés au lendemain de la Grande Guerre, tirillés entre le dogme du droit des peuples à

38 *L'Ex-Roi de Monténégro et sa Cour. L'épilogue d'un règne indigne*, Sarajevo, s.n., 1919, p. 3.

39 A. Radovitch, « Le Monténégro et ses tendances nationales », art. cit., p. 15-16.

disposer d'eux-mêmes – ressassé *urbi et orbi* – et des impératifs vitaux de sécurité. Le Monténégro, jugé à tort ou à raison comme austrophile, doit disparaître au profit d'un grand ensemble sud-slave client de l'Entente, surtout de la France.

Le but est de reconstituer contre l'Allemagne et ses alliées d'Europe centre-orientale (Autriche, Hongrie, Bulgarie) une « alliance de revers », qui ne pourrait certes apparaître que comme un pâle succédané de l'alliance franco-russe, mais qui n'en demeurerait pas moins une pièce essentielle du nouveau dispositif de défense de la France. D'où aussi la bénédiction accordée par Paris au mariage des Tchèques et des Slovaques au sein de la Tchécoslovaquie, l'action de la France en faveur de la Grande Roumanie (autorisée à annexer la Transylvanie, la Bucovine et la Bessarabie) et la défense de la Pologne. Nous entrevoyons déjà ici la genèse de ce qui sera ensuite appelé la Petite Entente (mais sans la Pologne). À défaut du monolithe russe – la Russie bolchevique étant infréquentable –, il faut une alliance d'États de taille critique pour contrebalancer le bloc revancharde des États révisionnistes, lesquels, de fait, ne s'avouent pas vaincus.

La France se trouve cependant quelque peu mal à l'aise en menant cette politique. « Soldat de l'Idéal », ainsi que la définit Clemenceau dans son « discours de la Victoire », le 11 novembre 1918, elle doit accepter d'étouffer les revendications de certains peuples au nom de ce qu'elle estime être son intérêt supérieur en tant qu'État. Passe encore pour les Autrichiens, empêchés de s'unir à l'Allemagne bien qu'ils en aient exprimé démocratiquement l'intention (l'*Anschluss* a été voté par leur parlement). *Væ victis!* Mais comment justifier devant l'Histoire et la morale l'abandon du Monténégro ou encore celui de l'Arménie (sans même parler du refus de prendre en compte les aspirations à l'indépendance du peuple irlandais)? Une annexion – toujours pour des raisons militaires, bien davantage que politiques – de la rive gauche du Rhin, du Luxembourg et même de la région suisse de Porrentruy, envisagée dans l'entourage de Foch émeut Britanniques et Américains, mais qui s'intéresse au Monténégro?

On se trouve là au cœur d'un dilemme. Faut-il s'en tenir à un idéalisme quarante-huitard dont le wilsonisme n'est finalement qu'un avatar, ou faut-il faire preuve de pragmatisme? « Qu'aurait-il pu arriver de pire au Monténégro s'il avait fait la guerre contre nous? », a déclaré Gladstone fils⁴⁰. Mais si les soldats monténégrins ont fait leur devoir, la dynastie est-elle exempte de tout reproche? Son attitude équivoque au cours de l'hiver de 1915-1916 est en tout cas pour beaucoup dans la décision des Alliés d'approuver la disparition du petit royaume en 1918.

40 P. Chotch, *L'Allié martyr. Le Monténégro, op. cit.*, p. 1.

Et le moindre des paradoxes n'est-il pas que l'artisan du rattachement sans consultation des populations, du Monténégro à la Serbie soit Venel, un officier général né dans cette Lorraine annexée qui, au même moment, retrouve le giron de la « Mère Patrie⁴¹ », la France (sans, d'ailleurs, davantage de plébiscite à Strasbourg et à Metz qu'à Cetinje et Podgoritza) ? Dans ce refus d'en appeler au peuple, la politique de Clemenceau conserve, accordons-lui cela, une certaine cohérence.

41 Voir Jean-Noël et Francis Grandhomme, *Les Alsaciens-Lorrains dans la Grande Guerre*, Strasbourg, La Nuée bleue, 2013.

PRÉSENTATION DES AUTEURS

Dominique Barjot

Professeur d'histoire économique contemporaine à l'université Paris-Sorbonne, directeur adjoint du Centre Roland Mousnier (UMR 8596). Ancien président de l'Association française d'histoire économique, il est l'auteur de nombreux ouvrages ou articles de revue, parmi lesquels, récemment : *La Grande Entreprise française de Travaux Publics*, Paris, Economica, 2006 ; (dir.), « Où va l'histoire des entreprises ? », *Revue économique*, 58, n° 1, janvier 2007 ; (dir.), *Deux guerres totales 1914-1918 ; 1939-1945. La mobilisation de la nation*, Paris, Economica, 2011 ; « Les entreprises françaises d'ingénierie face à la compétition internationale », *Entreprises et histoire*, 71, juin 2013 ; avec Harm G. Schroeter (dir.), « Economic Cooperation Reconsidered », *Revue économique*, 64, novembre 2013 ; *Bouygues. Les ressorts d'un destin entrepreneurial*, Paris, Economica, 2014 ; avec Jean-Pierre Chalineet André Encrevé, *La France au XIX^e siècle 1814-1914*, Paris, PUF, 2014 ; avec Michel Figeac (dir.), *Citoyenneté, république et démocratie en France de 1789 à 1889*, Paris, Armand Colin/SEDES, 2014 ; « The Construction Industry in the XXth Century: an International Interfirm Comparison », *Revue française d'histoire économique – The French Economic History Review*, n° 1, septembre 2014 ; avec Harm G. Schroeter (dir.), « La circulation de l'information et des connaissances », *Entreprises et histoire*, 75, juin 2014 ; avec Marco Bertilorenzi (dir.), *Aluminium. Du métal de luxe au métal de masse (XIX^e-XX^e siècle) – From Precious Metal to Mass Commodity (19th-21st century)*, Paris, PUPS, 2014 ; « Cartels et régulation des crises », *Entreprises et histoire*, 75, septembre 2014.

Dušan T. Bataković

Historien et diplomate serbe, docteur en histoire de l'université Paris-Sorbonne. Actuellement directeur de l'Institut des études balkaniques de l'Académie serbe des sciences et des arts de Belgrade. Il a été ambassadeur de Serbie en Grèce, au Canada et en France. Il est l'auteur d'une dizaine d'ouvrages sur l'histoire de la Serbie, de l'ex-Yougoslavie et des Balkans, dont *Kosovo. Un conflit sans fin?*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 2008 ; (dir.), *La Serbie et la France. Une alliance atypique*, Beograd, Institut des études balkaniques, 2010 ; et *Les Sources françaises de la démocratie serbe*, Paris, CNRS éditions, 2013.

Zoltan Bécsi

Après des études dans les universités de Genève et d'Oxford et sa thèse de doctorat à l'HEID de Genève en Histoire des relations internationales sur la diplomatie secrète et le combat des peuples d'Europe centrale pour une confédération en Europe centrale (*Forbiden Federalism, 1918-1921*), il s'est intéressé à la géopolitique (*Le Projet géopolitique de la France pour l'Europe centrale dans les années 1920 et son échec*) et a récemment entrepris des recherches sur la question de la souveraineté (en préparation : *De l'Empire à la Fédération, l'héritage impériale de la Fédération et de l'Union européenne* et *The Order of Malta. From Territoriality to Sovereignty*).

Stéphanie Burgaud

352

Ancienne élève de l'ENS, docteur en histoire de l'université Paris-Sorbonne, maître de conférences à l'IEP de Toulouse. Ses recherches portent sur l'histoire allemande, l'histoire russe et les relations internationales au XIX^e siècle. Elle a publié *La Politique russe de Bismarck et l'unification allemande. Mythe fondateur et réalités politiques*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2010, et, plus récemment, *L'Europe dans la construction politique et identitaire russe*, Paris, Éditions Rue d'Ulm, 2013.

Mathieu Dubois

Agrégé et docteur en histoire de l'université Paris-Sorbonne et de l'Universität Augsburg (Allemagne). Ancien *Fellow* du *Zentrum für Zeithistorische Forschung* (Potsdam), il est actuellement coordonateur du programme franco-allemand ANR-DFG « Les évacuations dans l'espace frontalier franco-allemand (1939-1945) ». Il est chargé d'enseignements à l'université Paris-Sorbonne. Il a notamment publié *Génération politique : les années 1968 dans les jeunesse des partis politiques en France et en RFA*, Paris, PUPS, 2014 (mention spéciale du Prix de thèse du Sénat).

David Gallo

Ancien élève de l'ENS-LSH (Lyon), agrégé et docteur en histoire, ATER à l'université Paris-Sorbonne ; il a soutenu en 2014 une thèse sur *La Fabrique de l'homme nouveau : formation idéologique et conditionnement politique dans la SS (1933-1945)*, sous la direction des professeurs Édouard Husson (université de Picardie) et Dominique Barjot (université Paris Sorbonne).

Philippe Gelez

Maître de conférences à l'université Paris-Sorbonne. Il enseigne la littérature et l'histoire des idées de l'espace ex-yougoslave et dirige un séminaire de

traduction. Après s'être intéressé à l'Islam bosno-herzégovien et balkanique, il a orienté ses recherches sur la question agraire au XIX^e siècle dans ces mêmes régions, ainsi que sur les problèmes liés à l'européanisation.

Jean-Noël Grandhomme

Maître de conférences HDR en histoire contemporaine à l'université de Strasbourg ; conférencier au Collège militaire royal du Canada à Kingston (Ontario) ; membre élu du Conseil national des universités ; membre des comités scientifiques du Mémorial de Verdun, du Mémorial de l'Alsace-Moselle, du Musée de Gravelotte. Publications principales : « *La guerre ne tardera pas* ». *Les Rapports du colonel Pellé, attaché militaire français à Berlin (1909-1912)*, en collaboration avec Isabelle Sandiford-Pellé, Paris, Armand Colin, 2014 ; *Les Alsaciens-Lorrains dans la Grande Guerre*, en collaboration avec Francis Grandhomme, Strasbourg, La Nuée bleue, 2013 ; *Les Soldats inconnus de la Grande Guerre. La mort, le deuil, la mémoire*, co-dirigé avec François Cochet, Saint-Cloud, Soteca-14-18 éditions, 2011 ; *Henri-Mathias Berthelot (1861-1931). Du culte de l'offensive à la stratégie globale*, Ivry, ECPA-D, 2011 ; *Les Malgré-nous de la Kriegsmarine. Destins d'Alsaciens et de Lorrains dans la marine de guerre du III^e Reich*, Strasbourg, La Nuée bleue, 2011 ; *La Roumanie en guerre, 1914-1919 : de la Triplice à l'Entente*, Saint-Cloud, Soteca-14-18 éditions, 2009.

Lothar Höbelt

Professeur d'histoire moderne et contemporaine à l'université de Vienne, spécialiste de l'histoire autrichienne, allemande et britannique, ses travaux portent notamment sur l'histoire politique et constitutionnelle. Parmi ses nombreuses publications : *Landschaft und Politik im Sudetenland*, Wien, Österreichische Landsmannschaft, 2004 ; *Ferdinand III. 1608-1657. Friedenskaiser wider Willen*, Graz, Ares, 2008 ; *Franz Joseph I. Der Kaiser und sein Reich. Eine politische Geschichte*, Wien, Böhlau, 2009 ; *Die Habsburger. Aufstieg und Glanz einer europäischen Dynastie*, Stuttgart, Theiss, 2009 ; *Böhmen. Eine Geschichte*, Wien, Karolinger Verlag, 2012.

Catherine Horel

Directrice de recherche au CNRS (SIRICE). Spécialiste de l'histoire contemporaine de l'Europe centrale, elle enseigne à l'université Panthéon-Sorbonne. Elle est membre de plusieurs organismes internationaux et Secrétaire générale du Comité international des sciences historiques (CISH). Ses recherches traitent des structures sociopolitiques de l'Empire des Habsbourg, de l'histoire urbaine, de l'histoire des juifs. Parmi ses récentes publications, à

signaler : *Cette Europe qu'on dit centrale. Des Habsbourg à l'intégration européenne (1815-2004)*, Paris, Beauchesne, 2009 ; Catherine Horel (dir.), *1908, la crise de Bosnie dans le contexte européen cent ans après*, Bruxelles, Peter Lang, 2011 ; *L'Amiral Horthy, régent de Hongrie*, Paris, Perrin, 2014 ; Catherine Horel (dir.), *Les Guerres balkaniques 1912-1913. Conflits, enjeux, mémoires*, Bruxelles, Peter Lang, 2014.

Rainer Hudemann

354

Professeur d'histoire contemporaine de l'Allemagne et des pays germaniques à l'université de Paris-Sorbonne et professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université de la Sarre (Allemagne). Il a été vice-président de l'université de la Sarre, professeur invité à l'Université hébraïque de Jérusalem, titulaire de la chaire Alfred Grosser et professeur invité à l'Institut d'études politiques de Paris. Ses principaux domaines de recherche portent sur l'histoire allemande et française aux XIX^e et XX^e siècles, sur les relations franco-allemandes, les élites en France et en Allemagne, la politique sociale, les partis politiques, l'intégration européenne, les fascismes en Europe, l'histoire urbaine dans une perspective comparative, les structures de processus de transfert en Europe, les mémoires transnationales.

Emmanuel Le Roy Ladurie

Ancien élève de l'École normale supérieure, professeur émérite au Collège de France, ancien administrateur général de la Bibliothèque nationale et membre de l'Institut (Académie des sciences morales et politiques), Emmanuel Le Roy Ladurie compte parmi les historiens français les plus célèbres. Auteur d'ouvrages traduits dans le monde entier, il fut nommé docteur *honoris causa* de dix-neuf universités. Grand Officier de la Légion d'Honneur et Commandeur de l'ordre des Arts et des Lettres, sa recherche actuelle porte sur l'histoire du climat.

Georgiana Medrea

Maître de conférences qualifié, docteur en histoire moderne et contemporaine de l'université Paris-Sorbonne et de l'université de Bucarest. Sa thèse consacrée aux relations culturelles franco-roumaines dans l'entre-deux-guerres ainsi que ses contributions à des ouvrages collectifs tiennent à la fois de l'histoire diplomatique, de l'art, des institutions littéraires et culturelles. Elle participe depuis 2000 aux travaux du comité d'historiens franco-roumains dirigés par Jean-Paul Bled (université Paris-Sorbonne) et Dan Berindei, vice-président de l'Académie roumaine, publiés dans *Études danubiennes* et *Revue roumaine d'histoire*.

Renaud Meltz

Maître de conférences à l'université de Polynésie française, est l'auteur d'*Alexis Léger, dit Saint-John Perse*, Paris, Flammarion, 2008 (Prix Maurice Baumont). Ses travaux portent actuellement sur l'opinion publique dans les relations internationales. Il prépare à ce sujet un ouvrage à paraître chez Vendémiaire en 2016, *Vers une diplomatie des peuples? L'opinion publique et les crises internationales au premier XIX^e siècle (France et Grande-Bretagne)*.

Edi Miloš

Maître de conférences à l'université de Split, il axe ses recherches sur l'histoire politique et intellectuelle des Croates aux XIX^e et XX^e siècles. Il est l'auteur d'une thèse de doctorat encore inédite *Antun Radić et la genèse du mouvement paysan croate (1868-1905)*, dirigée par le professeur Jean-Paul Bled et soutenue en 2008 à l'université Paris-Sorbonne.

Vojislav Pavlović

Docteur de l'université Paris-Sorbonne, il a été maître de conférences associé dans plusieurs universités en France et en Serbie. Il est actuellement vice-directeur de l'Institut d'études balkaniques de Belgrade. Il a notamment publié *Francuskarevolucija [La Révolution française]*, Beograd, Vidici, 1990; *OSS in Yugoslavia 1941-1944*, Beograd, Center for Serbian Studies, 1997; *Od Monarhije do republike (De la monarchie à la république. Les États-Unis et la Yougoslavie pendant la seconde guerre mondiale)*, Beograd, Clio, 1998.

Guillaume Payen

Docteur en histoire contemporaine, chef du pôle Histoire et faits sociaux contemporains du centre de recherche de l'École des officiers de la Gendarmerie nationale, chercheur associé au Centre Roland Mousnier (UMR 8596), Guillaume Payen a soutenu sa thèse en 2010 sous la direction de Jean-Paul Bled: *Racines et combat. L'existence politique de Martin Heidegger: patriotisme, nationalisme et engagement d'un intellectuel européen jusqu'à l'avènement du nazisme (1889-1933)*. Sa biographie du philosophe sera publiée en janvier 2016 aux éditions Perrin sous le titre: *Les Destins changeants de Martin Heidegger. Catholicisme, révolution, nazisme (1889-2014)*.

André Reszler

Historien, né à Budapest, il a enseigné la littérature comparée et l'histoire européenne de 1968 à 1975 à l'université d'Indiana (Bloomington) et, à partir de cette date jusqu'à sa retraite en 1998, l'histoire des idées et de la culture européenne à l'Institut universitaire d'études européennes où il a succédé à

Denis de Rougemont. Depuis 1998, il est professeur honoraire à la faculté des Lettres de l'université de Genève. À plusieurs reprises, il a été invité à l'université de Montréal et à l'Institut d'études germaniques de Strasbourg. Fondateur de la revue *Cadmos*, il en est le rédacteur en chef de 1977 à 1983. Parmi ses publications, traduites en plusieurs langues : *L'Esthétique anarchiste*, Paris, PUF, 1973 ; *Mythes politiques modernes*, Paris, PUF, 1981 ; *Le Génie de l'Autriche-Hongrie*, Genève, Georg, 1991 ; *Le Pluralisme, aspects historiques et théoriques des sociétés pluralistes*, Paris, La Table Ronde, 2002 ; et *Les Nouvelles Athènes, histoire d'un mythe culturel européen*, Gollion, Infolio, 2004.

Christophe Réveillard

356

Christophe Réveillard est responsable de recherches au Centre Roland Mousnier (UMR 8596) et professeur module européen Jean Monnet (Commission européenne, Programmes et coopération internationale). Docteur en histoire (université Paris-Sorbonne) et diplômé en droit international public (université Paris-Sud), il est secrétaire-général-adjoint du Comité français des sciences historiques et membre de l'Institut international d'études européennes A. Rosmini. Il a notamment publié le *Dictionnaire historique et juridique de l'Europe* (Paris, PUF, 2013) ; *Métiers et statuts sociaux. Les représentations* (Paris, Éditions du CTHS, 2012) ; *La Construction européenne* (Paris, Ellipses, 2012) ; *La Guerre civile perpétuelle. Aux origines modernes de la dissociété* (Perpignan, Artège, 2012) ; (dir.) « Fatalités européennes », *Géostratégiques*, n° spécial, 2012-1 ; *La Culture du refus de l'ennemi. Modérantisme et religion en Europe au seuil du XXI^e siècle* (Limoges, Presses universitaires de Limoges, 2007) ; *Penser et construire l'Europe 1919-1992* (Paris, CNED/SEDES, 2007) ; *L'Américanisation de l'Europe occidentale au XX^e siècle. Mythe et réalité* (Paris, PUPS, 2002).

Benedikt Schoenborn

Senior Research Fellow au *Tampere Peace Research Institute* enseignant à l'université de Tampere, en Finlande. Parmi ses publications figurent les livres *Transatlantic Relations since 1945: an Introduction* (avec Jussi Hanhimäki et Barbara Zanchetta), London, Routledge, 2012, et *La Mécontente apprivoisée: de Gaulle et les Allemands, 1963-1969*, Paris, PUF, 2007 (Prix Duroselle).

Ana-Maria Stan

Docteur en histoire, Ana-Maria travaille comme chercheur à l'université Babeş-Bolyai de Cluj-Napoca (Roumanie). Elle est responsable du Musée historique de l'université. Ancienne boursière de l'Agence universitaire de la francophonie (2002-2004). Sa thèse, soutenue en 2005 et publiée en 2006 (édition roumaine) et en 2007 (édition française), porte sur les relations franco-

roumaines à l'époque du régime de Vichy. Auteur de quelques livres et d'une vingtaine d'articles sur l'histoire du xx^e siècle, ciblant les rapports culturels et la collaboration scientifique et académique entre la France et la Roumanie de 1918 à 1945, ainsi que l'histoire de l'enseignement supérieur roumain pendant l'entre-deux-guerres. En 2012, elle a édité le journal de Jacqueline Jeannel – *Ma Roumanie/România mea*, Cluj-Napoca, Centrul de Studii Transilvane, Academia Română.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|---|
| introduction. Jean-Paul Bled, historien des mondes germaniques en Sorbonne..... | 7 |
| Rainer Hudemann..... | 7 |

PREMIÈRE PARTIE

LE VIENNOIS :

DE L'AUTRICHE DES HABSBOURG AUX BALKANS DES NATIONS

L'AUTRICHE-HONGRIE ET LES BALKANS TRAVAILLÉS PAR LES NATIONALISMES AU XIX^e SIÈCLE

| | |
|---|----|
| L'idée slave et les Croates au XIX ^e siècle Edi Miloš..... | 17 |
| Un grand acteur oublié de la scène autrichienne : Le comte Anton von Prokesch-Osten André Reszler..... | 27 |
| La Bosnie-Herzégovine entre l'Autriche et la Hongrie (1878-1914) Philippe Gelez..... | 35 |
| L'action politique de l'Autriche-Hongrie chez les Albanais dans le <i>Vilayet</i> du Kosovo (Une analyse française de 1902) Dušan T. Bataković..... | 47 |
| Les officiers-conjurés serbes : 1903-1914. Programme et convictions politiques Vojislav Pavlović..... | 63 |
| Montenegro and the Central Powers 1915-16 Lothar Höbelt..... | 79 |

INFLUENCES DIPLOMATIQUES, CULTURES ET MÉMOIRE DANS UN ESPACE EN RECOMPOSITION AU XX^e SIÈCLE

| | |
|---|----|
| Le général Paul Venel (1864-1920) et Le rôle de la France dans le rattachement du Monténégro au royaume des Serbes, Croates et Slovènes Jean-Noël Grandhomme..... | 97 |
|---|----|

| | |
|--|-----|
| Les répertoires français, allemand et autrichien sur les grandes scènes roumaines. Le cosmopolitisme d'une culture nationale (1919-1940) Georgiana Medrea..... | 117 |
| Aspects de la Résistance française en Roumanie après 1940. Diplomates, enseignants et écrivains Ana-Maria Stan..... | 131 |
| François-Joseph en Hongrie : un lieu de mémoire ? Catherine Horel..... | 145 |

SECONDE PARTIE

L'ALLEMAGNE DE JEAN-PAUL BLED :

DE LA CONFÉDÉRATION GERMANIQUE À LA RÉPUBLIQUE DE BERLIN

360

L'ALLEMAGNE FACE AU CONCERT EUROPÉEN (1815-1918)

| | |
|--|-----|
| Naissance de la germanophobie française ? L'opinion publique et la crise de 1840 Renaud Meltz..... | 163 |
| Bismarck et l'Europe, De la mission Alvensleben à la mission Radowitz Stéphanie Burgaud..... | 187 |
| Un génie de la prévision : Jacques Bainville dans <i>Les Conséquences politiques de la paix</i> Zoltan Bécsi..... | 203 |
| L'Allemagne de Martin Heidegger, ou le patriotisme d'un philosophe apolitique (1889-1933) Guillaume Payen..... | 215 |
| Du poids de l'intérêt matériel dans l'adhésion au nazisme. Réflexions autour des thèses de Götz Aly, à travers le cas de la politique d'aide sociale de la SS David Gallo..... | 223 |
| Julius Berger (1862-1943) : un entrepreneur allemand et la France Dominique Barjot..... | 239 |

L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE APRÈS LA SECONDE GUERRE MONDIALE

| | |
|--|-----|
| La RFA et les premières communautés européennes Christophe Réveillard..... | 265 |
| L'Allemagne et de Gaulle : l'approche de Willy Brandt Benedikt Schoenborn..... | 283 |
| Les partis politiques au défi de « 68 » en RFA et en France Mathieu Dubois..... | 297 |

| | |
|---|-----|
| Cartes..... | 311 |
| Entretien avec Jean-Paul Bled..... | 319 |
| Portrait de Jean-Paul Bled par Emmanuel Leroy Ladurie..... | 335 |
| Bibliographie de Jean-Paul Bled..... | 339 |
| Directions de thèse..... | 349 |
| Présentation des auteurs..... | 351 |
| Table des matières..... | 359 |

Totaeptur magnim quaerum ad mod qui desedi ducipsam ipsam, omnima sam is exped que volupta prerest hicil iminctur audam, con explignias doluptis reptam, oditem int doloren esequia con non prat.

Qui alit ut vercim re, illacernatem que et, con cum, solorumet la sanda il minctius.

Untesectis ipsuntion re re, volorro vidus, quosti resequid excerunt ipid utest adi doluptatur, nimpos atur, ut ommossitat.

Aquam, sitat aperum et ad est, sime vento ident fuga. Et enda nullace ratiis vid quibusa pore, omnia quatia doluptat lam, autempore quati blab ium elestion placerum con comnimus autetur sende nestota qui qui ilia volupta tionseq uidigni hillorro enis dicimax imaxim repra quae natistisit ullit alit alia commolo rporrov itiore labo. Itasimust, unt que dolorates dis iurem imus, quideri intions enitatur? Liatest ut at eatatataie delliqui conesedis ut omnitatur solorem santiberum lic tem res eatatur rem velesseque lique odis doluptatis ute con reic totaspel modit quidit doluptae quis anditas incta cum venihic aboriae des am, inverunt faccum quis volenihita dem et exceatus et accus, nit vererup tateporem quia ilitatur as aut am sapedigenem est, ipitate quiae pa sum et, samet porropore dolorio reprempos sit andi rector, alique quatem facest eum esedi ut lab ium sa simagnit, quam estruntem is expernam quibusandae dolutatiam dem exceper iorrovid modia nonsedit discium lam nestiis quatus molupiti as dolupta cullupti ullest aut molor alignimus es untis qui blabor aceatur ad ea voluptieni occullaci soluptatur sam

Illustration : J.M.W. Turner, *L'Inauguration du Walhalla* (détail), huile sur acajou, 1842, Londres, Tate Gallery © akg-images/Erich Lessing

| | | | |
|------------------------|---|------------------|---|
| ISBN 978-2-84050-997-4 |  | SODIS F387918 |  |
| 9 782840 509974 | | | |
| | | | 34 € |